



Octobre 2021

Enjeux sanitaires, environnementaux et sociaux

## Les retraité·es mobilisé·es

## Retour à l'obscurantisme

**Le départ des troupes américaines** d'Afghanistan, après 20 ans d'occupation sous mandat de l'ONU, marque un retour des talibans au pouvoir.

C'est un échec. Il est le fruit de la logique militaire aveugle et revancharde des Etats Unis et de leurs alliés, dont la France. Ils ont nié l'histoire et la géographie, les réseaux de solidarité, les différents groupes religieux et n'ont pas soutenu les démocrates, les penseurs, les travailleurs, la jeunesse, les femmes qui manifestaient le 16 août pour le droit d'étudier, de travailler, de voter et d'être

élu-es. Déjà des témoignages confirment les violences des Talibans en province depuis mai et à Kaboul depuis leur prise du pouvoir. Leur victoire renforce d'autres mouvements islamistes dont ceux de la région du Sahel. L'histoire n'est pas terminée. Maintenons la solidarité internationale avec le peuple afghan.

Alors que pour Emmanuel Macron, la priorité est de « nous protéger des flux migratoires importants », la FSU milite pour une véritable politique d'accueil à l'échelle européenne.



Parmi les 250 000 Afghans contraints de fuir depuis la fin du mois de mai, 80 % sont des femmes et des enfants, selon l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés. ● **Évelyne Forcioli**

## Engagé·es dans et pour la fédération

**Le budget 2022 et celui de la Sécurité Sociale vont susciter analyses,** débats et initiatives syndicales chez les personnes à la retraite comme pour celles en activité. Nul doute qu'ils contribueront à nourrir les débats parmi de nombreux autres sujets, entre le 9 décembre 2021 et le 20 janvier 2022, des congrès départementaux FSU préparatoires au Congrès National qui se tiendra à Metz du 31 janvier au 4 février. À cette occasion les adhérent·es arrêteront par leur vote les orientations de la FSU pour les 3 années à venir.

Trimestre important et occasions privilégiées pour cerner ensemble les évolutions de la société, dont la situation du monde du travail. Réfléchir aux mandats, traduire une approche intergénérationnelle, œuvrer solidairement dans l'intérêt des collègues : autant d'objectifs pour lesquels chacun·e est appelé·e à s'investir, à débattre, proposer, voter, pour participer au rayonnement de la fédération et donc de ses syndicats. ● **Claude Rivé**

## CAC 40 : quand l'indécence s'affiche

**Au moment où la pandémie continue d'affecter le quotidien** de millions de Français, où la pauvreté s'étend chez les jeunes et les plus précaires, où les salaires et les pensions sont à la traîne tout comme l'égalité salariale femmes / hommes, les cours de la bourse, eux, battent des records et les patrons du CAC 40 s'empiffrent à des niveaux rarement atteints. La rémunération moyenne en 2021 fait un bond de +40% pour s'élever à 5,3 millions d'euros soit 284 SMIC annuels ! Socialement et économiquement injustifiables, ces rémunérations sont également dangereuses car le fruit d'une vision à court-terme qui privilégie rendement des actions et hausse du chiffre d'affaires au mépris des emplois utiles aux besoins sociaux et environnementaux, pourtant si criants. Quant aux actionnaires du CAC 40, ils se verront distribuer plus de 51 milliards d'euros : c'est presque 10 milliards de plus qu'en 2020... ● **Jacques Lecoffre**

## Le bon geste de la rentrée

**En cette période de rentrée scolaire et sociale,** les retraité·es sont appelé·es à continuer à adhérer au SNUipp-FSU et à participer aux initiatives qui seront organisées dans les prochaines semaines et les prochains mois.

Solidarité d'action avec les actifs, pouvoir d'achat des pensions, droit à des soins de qualité pour tous, financement et organisation de l'aide à l'autonomie, fiscalité plus juste appliquée aux retraité·es, défense des services publics de qualité et de proximité, droits et libertés, tels sont les grands axes prioritaires de réflexions et d'actions de notre syndicalisme. Adhérer ou ré-adhérer au SNUipp-FSU, c'est évidemment essentiel pour assurer l'information et organiser l'activité de notre syndicat au bénéfice de tou·tes. ● **Deny Nonnet**



**Rappel :** 66% du coût de la cotisation sont récupérés en crédit d'impôt.



## Sommaire

### En bref

02 > Afghanistan, Congrès de la FSU, Cac 40

### Actu

04 > Santé et vaccinations

05 > La pauvreté s'étend

### Sortir et découvrir

06 > La baie de Somme

### Pour vos papilles

07 > Le Chardonnay

### 3 questions à...

08 > Patrick Saint-Léger

## Le pied dans la porte

Étrange rentrée! Colères et rancœurs accumulées s'expriment de manières diverses. Pour être utiles il faut qu'elles ouvrent la voie à d'autres possibles! La politique vaccinale, improvisée, incohérente et autoritaire, nie l'enjeu d'une organisation internationale libérée des diktats des grands groupes pharmaceutiques et de la levée des brevets sur les vaccins. Elle engendre confusion et tensions. Aujourd'hui la conviction, et non l'imposition, doit guider l'action politique pour amplifier la vaccination et tendre vers la protection collective. Malgré inondations, déluges, dômes de chaleur, destruction de lieux de vie, l'absence d'engagements forts face au défi du réchauffement climatique et la politique environnementale confinent à l'aveuglement.

Fin du « quoi qu'il en coûte » pour les plus humbles, nouveau report d'une loi autonomie, application de la réforme de l'assurance-chômage, services publics affaiblis... La pandémie a pourtant révélé les failles du système de santé, le besoin de renforcer les protections et la Sécurité Sociale, celui de redonner du souffle à la cohésion sociale en misant sur des femmes et des hommes reconnu-es dans leur travail, leur engagement, leur citoyenneté. La dépense publique reste la cible des libéraux, le « moins d'impôts » leur credo rassemblant tous les ingrédients d'une politique en faveur des plus riches et des grosses entreprises alors que les pauvres sont dramatiquement plus pauvres!

En guise de solutions, le débat public propose le plus souvent l'aggravation de ces choix dont souffrent aussi les retraité-es. De profondes résistances existent néanmoins comme en témoignent les hésitations pour attaquer de nouveau le système des retraites (nouveau recul de l'âge de départ? Suppression des régimes spéciaux?... ) Et même le MEDEF est contraint de le reconnaître que la reprise de l'inflation repose la question du niveau trop faible des salaires et des pensions. Articulant les combats sanitaires, environnementaux et sociaux, les retraité-es ont pris leur part dans les mouvements du 23 septembre pour l'Éducation nationale, du 5 octobre dans le cadre interprofessionnel et intergénérationnel et bien sûr du 1<sup>er</sup> octobre, dans l'unité du groupe des 9, pour affirmer leurs exigences. On veut nous fermer la porte d'une société respectueuse de l'humain et de la nature? Glissons-y les deux pieds et poussons fort! ● **Claude Rivé, Jacques Lecoffre**

### Encart joint à Fenêtre sur cours n° 477

Numéroté de 1 à 8 – distribué aux adhérents retraités  
Hebdomadaire du Syndicat National Unitaire des instituteurs,  
professeurs des écoles et PEGC – 128 Bd Blanqui - 75013 Paris.  
T.: 01 40 79 50 00 – [snuipp@snuipp.fr](mailto:snuipp@snuipp.fr)

**Directeur de la publication:** Régis METZGER

**Rédaction:** Jacques BRILLET, Françoise CELERIER-ECHEVERRIA,  
Alain DERCOURT, Évelyne FORCIOLI, Jacques HATTABLE, Maryse  
LECAT, Jacques LECOFFRE, Deny NONNET, Claude RIVÉ.

**Conception graphique et mise en page:** Emmanuelle Roncin  
et Clément Chassagnard

**Impression:** Limprime – ISSN 0183-0244 • CPPAP 0924S05288

# Santé et vaccination : les vrais enjeux

Par définition, une pandémie est une épidémie présente sur une large zone géographique, en l'occurrence aujourd'hui l'ensemble de la planète. La lutte contre la covid nécessite donc une coordination à l'échelle des États.

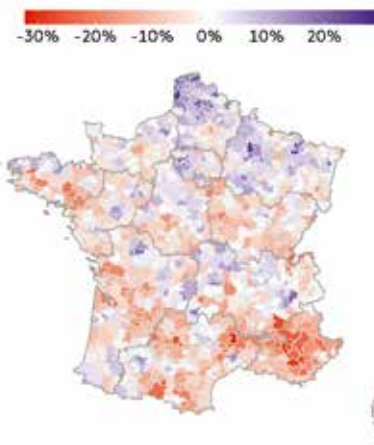
Elle requiert de même une solidarité et une organisation réfléchie, sans lesquelles cette maladie ne sera jamais jugulée. Aujourd'hui, force est de constater que nous restons dans un schéma classique libéral: le marché organise l'offre thérapeutique, les États socialisent les dépenses - du moins ceux qui le peuvent (le fameux quoiqu'il en coûte). Début août, comme l'affirme le Financial Times, le prix d'un vaccin Pfizer est passé de 15,50 euros à 19,50 euros et celui de Moderna de 19 euros à 21,50 euros! Pourtant, comme toutes les transactions commerciales, normalement plus il y a de commandes en quantité plus le prix à l'unité devrait être revu à la baisse, c'est la loi du marché. La Commission européenne s'est déterminée pour une autre option : celle de la disponibilité. Pour être livrée en temps et en heure, et être prioritaire, elle paie un prix supérieur par rapport à d'autres pays. Ainsi, elle accepte le chantage des laboratoires qui dès le début de la crise sanitaire avaient privilégié les livraisons pour ceux qui avaient payé le prix fort comme le Royaume-Uni et Israël. Ils avaient livré dans un deuxième temps les pays qui avaient négocié le prix au plus bas comme ceux de l'Union européenne. Pourtant, la santé est un droit humain fondamental et un commun mondial. Cette pandémie montre à quel point la maîtrise de la politique du médicament, pour assurer la transparence des prix, l'absence de pénurie, l'indépendance thérapeutique et sanitaire, la démocratie sanitaire, se révèle urgente.

## La solution: des services publics puissants

La pertinence de nos revendications se confirme:

- Un grand service public de la santé qui ne se limite pas à l'hôpital et prenant en charge les patients à égalité de droits et d'accès. La carte des contagions épouse aujourd'hui la carte des déserts médicaux et des inégalités sociales.
- Une recherche fondamentale publique, créative. En France, le budget pour la recherche publique et universitaire, parmi les plus faibles d'Europe, atteint à peine 2% du PIB. Son augmentation est urgente et doit être conséquente pour protéger la recherche de la concurrence des intérêts privés.

Carte de la vaccination par intercommunalité  
Ecart à la moyenne nationale\*



Vaccination complète au 11 juillet 2021  
Source : Ameli - Crédits. franceinfo

→ La suspension de l'application des droits des brevets sur les vaccins contre le COVID-19. Cette suspension permettrait d'étendre la production de vaccins à tous les pays qui en ont la capacité, pour une distribution plus rapide et plus équitable à l'ensemble de la population mondiale. Elle a reçu le soutien mondial des agences internationales et des Nations unies, de la grande majorité des pays à faible et moyen revenu, de la société civile et des universitaires du monde entier. À noter que la France, par la voix d'Emmanuel Macron, refuse toute levée du droit des brevets. Le président des USA en soutient la suspension exceptionnelle.

Nous ne pouvons accepter les conséquences dramatiques de la gestion libérale de la pandémie. Seuls les services publics, financés à la hauteur des besoins, avec des personnels reconus répondront à la hauteur des enjeux. Des demandes fortement exprimées le 1<sup>er</sup> octobre. ● Jacques Brillet, Deny Nonnet

## Carte des contaminations et inégalités sociales se superposent

Ici, « le quoi qu'il en coûte » n'assure pas une égalité de soins sur le territoire national et maintient le risque d'entretenir de ce fait une dynamique de contamination. Que dire dans le monde! Fin août, 1,4% de la population des pays les plus pauvres était vaccinée. À ce rythme, il faudra attendre 2040 pour que la population mondiale soit protégée, au risque de nouveaux variants! L'OMS estime nécessaires 3 milliards de doses pour juguler la pandémie. Les nations les plus fortunées en ont promis 640 millions. Les laboratoires les réservent aux pays riches, quitte à en augmenter le prix de vente. Atteindre une immunité globale de notre population nécessite une entraide à l'échelle mondiale. En refusant la levée des brevets, le contrôle de la production et de la distribution de vaccins, les politiques libérales conduisent au même constat: inégalités renforcées et déséquilibres accentués. La solidarité réelle est plus que jamais urgente. ● Jacques Brillet, Deny Nonnet



## La pauvreté s'étend

**En cette rentrée, perturbée par la situation sanitaire et un climat électoral, des informations se télescopent. D'un côté, les revenus des plus fortuné-es s'envolent (voir p. 2), de l'autre le Secours Populaire Français présente son quatorzième baromètre annuel sur la perception de la pauvreté des Français-es.**

**Cet éclairage**, bienvenu dans cette période qui fait disparaître beaucoup de repères, devrait permettre de prendre la mesure des inégalités sociales qui se creusent dans le pays et d'en tirer les conséquences. Le seuil de pauvreté subjectif moyen s'élève à 1 228€ pour une personne seule, à comparer avec les 1 219€ du SMIC mensuel net de 2020 et les 1 063€ du seuil de pauvreté de l'INSEE. La pauvreté se vit difficilement au quotidien : problèmes pour épargner afin d'anticiper les « coups durs », pour se nourrir correctement trois fois par jour, pour faire face aux dépenses d'énergie, impossibilité de partir en vacances et d'accéder aux lieux culturels.

Les retraité-es, dont le montant des pensions s'amenuise au fil du temps, ne sont pas épargné-es. Déjà fin 2016 – dernière étude parue – 37% des retraité-es résidant en France, (54% des femmes et 16% des hommes) percevaient une pension de droit direct (y compris l'éventuelle majoration pour trois enfants ou plus) inférieure ou égale à 1 000 euros bruts par mois.

### Une perception d'avenir assombrie

La peur de basculer soi-même dans la pauvreté est en hausse de 3 points par rapport à l'année dernière. 81% des Français estiment que leurs enfants ont plus de risque de connaître la pauvreté, une

proportion en hausse de 2 points après une baisse continue depuis 4 ans. Beaucoup de retraité-es qui viennent en aide à leurs enfants se reconnaîtront. Près des deux tiers des Français ont une personne proche en situation de pauvreté, un constat qui ne s'améliore pas depuis au moins 6 ans.

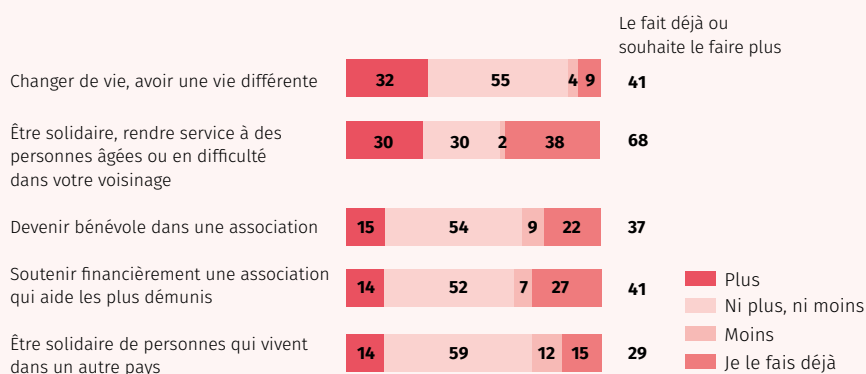
### Un élan de solidarité

Plus des deux-tiers des Français se disent prêts à s'impliquer personnellement pour aider les personnes en situation de pauvreté, une envie encore plus forte chez les jeunes. Cette solidarité augmente significativement envers les personnes âgées et les personnes en difficultés vivant à proximité.

### Des mesures à prendre

Il est temps que le gouvernement entende la souffrance d'une grande partie de la population. Le Projet de Loi du Financement de la Sécurité Sociale et le projet de budget général toujours pas dévoilés au moment de boucler ce numéro en diront beaucoup. Prendront-ils enfin en compte les difficultés éprouvées par une part importante de la population ? Cet automne, notre mobilisation aux côtés de nos partenaires syndicaux et associatifs ne déviara pas de ses objectifs : financer le Service Public de santé pour un retour de l'accès aux soins pour tous, augmenter les aides sociales (APL, APA...), les salaires et les pensions pour que les salarié-es, retraité-es, étudiant-es et celles et ceux qui vivent dans la précarité, retrouvent de l'espoir et une protection sociale au niveau de la sixième puissance mondiale. ● **Alain Dercourt, Claude Rivé**

#### Par rapport à avant la crise sanitaire, avez-vous plus, moins, ni plus ni moins envie de... ?



© IPSOS, baromètre de la pauvreté, sept. 2020

### Elle est où la loi autonomie ?

La concrétisation de la promesse d'une grande loi sur l'autonomie s'éloigne. Alors même que les besoins grandissent, le gouvernement en contourne l'urgence et occupe le terrain comme il peut : le virage domiciliaire, le changement de nom de la structure EHPAD, le gel de la construction de nouveaux établissements...

Par contre, la création d'une « 5<sup>e</sup> branche » de la Sécurité Sociale pour assurer le risque de perte d'autonomie, telle qu'engagée par le gouvernement, conduit les personnes concernées à l'isolement du reste de la population avec la menace d'un traitement différencié des pathologies.

Le financement de cette nouvelle branche - en totale rupture avec les principes fondateurs de la Sécurité Sociale - sera assis sur la CSG et des sources intégrant, par le biais des complémentaires, le monde assurantiel. Cela renforce notre revendication : intégration de la perte d'autonomie dans la branche maladie de la Sécurité Sociale avec une prise en charge à 100%. La perte d'autonomie mérite la création d'un grand service public qui permette d'assumer le choix des patients et des familles de leur prise en charge et qui les protège de la rapacité lucrative des groupes financiers.

● **Jacques Lecoffre**



© SNUAPP-FSU

# *Saint Valery-sur-Somme, entre la grande histoire et celle des travailleurs de la mer.*

**Saint Valery était encore un port de pêche jusqu'au début des années 70. De nombreux bateaux partaient en mer pour rapporter la pêche du jour. Les femmes de marins vendaient alors le poisson sur le port. On y trouvait du poisson frais arrivant des chalutiers, des crevettes grises venant tout droit des « sauterelliers » (les crevettes sont des sauterelles pour les marins)...**

La plupart des marins-pêcheurs vivaient dans le quartier du Courtgain, où il ne reste aujourd'hui qu'une ou deux maisons habitées par des gens du cru. Le « Courtgain » portait bien son nom: les marins étaient peu fortunés et leur gain quotidien était miséreux d'où le nom. Désormais, ce quartier est devenu un lieu de promenade privilégié qu'il ne faut pas rater. Ses ruelles étroites et abruptes (rue des moulins, rue de la roche madonne, rue des pilotes, rue du moulin à huile...) se parent de filets de pêche et de fleurs lors de la fête de la mer en août. Les habitants du quartier décorent leur façade pour la procession en l'honneur des marins disparus en mer. Dans la rue des pilotes une plaque sur l'une des maisons évoque justement le décès en mer de deux marins de la même famille. La montée vers le calvaire vaut également le détour car alors la baie

de Somme apparaît dans toute sa splendeur. Les couleurs y changent au gré du temps, du vent et de la marée. Ce n'est pas par hasard si de grands peintres comme Alfred Manessier ou Degas y ont trouvé leur inspiration artistique. Victor Hugo aussi, y a séjourné et a écrit de superbes poèmes sur ce petit coin de paradis.

### **La vieille ville**

Saint-Valery, c'est aussi un lieu d'histoire où sont passés Du Guesclin et Jeanne d'Arc. De nombreux édifices de la vieille ville sont marqués de leur passage. Les remparts, l'église construite de galets et de pierres, la chapelle des marins, les ruelles pavées... autant d'endroits superbement restaurés permettent une flânerie apaisante. Il ne faut pas hésiter à se perdre dans les minuscules chemins de la vieille ville pour y découvrir des trésors de beauté.

Saint Valery ne se réduit pas à la promenade sur la digue et sur le port de plaisance, même si celle-ci est agréable. C'est bien sûr l'endroit pour voir la baie de Somme que certains traversent avec l'aide d'un guide, pour rejoindre Le Crotoy. Deux heures de traversée à marée basse pour reconnaître les salicornes et les oreilles de cochon. Le retour se fait en train touristique à vapeur, véritable joyau d'une époque où les lignes de train couvraient les moindres recoins de France.

Inutile de dire que les brasseries, les restaurants, les gîtes sont nombreux à Saint Valery. Les moules frites y sont à l'honneur. Le tourisme s'y est développé en quelques années. L'arrière saison permet d'éviter les foules de l'été. Et quel que soit le temps, Saint Valery est une première étape pour visiter la côte d'opale et la Picardie. ● **Maryse Lecat**

© UNSPLASH/MANUEL VENTURINI



## Chardonnay : un cépage roi

**Le développement de la production et de la consommation des vins blancs et rosés serait lié, dit-on, à l'augmentation d'une consommation féminine.**

Peut-être et tant mieux car il faut constater que le travail des vignerons (la vigne n'est pas seulement affaire de terrains) a poussé vers une qualité de plus en plus maîtrisée, même si leur savoir-faire s'applique depuis des siècles notamment en Bourgogne. Adieu donc les vins blancs serrés, place aux vins parfumés et amples qui supportent de mieux en mieux la garde. Dans ce courant le cépage Chardonnay se taille la part du lion. Ses grains dorés à jus clairs sont partis à la conquête des terroirs un peu partout dans le monde de l'Afrique du Sud au Chili, de l'Allemagne à la Chine. Chez nous c'est l'un des piliers du Champagne qui fournit seul les blancs de blancs tout en finesse aux arômes d'agrumes et de brioche, l'idéal en apéritif et sur les entrées non vinaigrées. C'est le cépage roi des vins de Bourgogne du nord au sud de la région. Dans l'Yonne avec Chablis et ses différentes appellations du Grand Cru au Petit Chablis mais aussi avec Tonnerre moins prestigieux mais nettement moins onéreux. C'est en côte de Beaune le trio merveilleux de Meursault, Corton-Charlemagne et des Montrachet. Puis en Côte Chalonnaise l'autre trio Mercurey, Givry et Rully. Enfin au sud les Macon, Pouilly dont le magnifique Pouilly Fuissé et le Saint-Véran.

### D'autres cépages à explorer

Si les vins de Loire avec le Sauvignon ont à peu près résisté à l'assaut tout comme la vallée du Rhône où le Viognier mène sa propre offensive, sans pour autant reproduire la qualité d'un Condrieu, le Chardonnay a plongé en Languedoc avec plus ou moins de réussite. La vigne y reçoit un ensoleillement plus important favorable aux Muscats mais quand elle monte haut sur les collines on peut y trouver comme à Limoux un blanc sec très intéressant. Le voyage n'est pas toujours utile, certain producteur de Muscadet parle de l'impérialisme du Chardonnay. Des producteurs bourguignons attentifs aux évolutions climatiques réfléchissent, eux, à des cépages complémentaires tels que Savagnin ou Chasselas. Si vous envisagez de répondre à l'appel des foires aux vins et que vous trouvez à juste titre que la folie s'est emparée des prix des Bourgogne, pensez appellation générique Bourgogne Chardonnay ; on y trouve quelques merveilles qui tiendront bien 2 ans dans votre cave. Un accord pour se faire plaisir avec ce cépage : des coquilles Saint-Jacques juste poêlées. ● Jacques Hattable



*Des diables et des saints*  
Jean-Baptiste Andrea  
Ed. L'Iconoclaste

**« le Joseph » Des diables et des saints de Jean-Baptiste Andrea a été la plus belle rencontre littéraire de mon été**

Joseph est pianiste ; il joue Beethoven sur les pianos qu'il choisit dans les gares, les aéroports du monde entier et il attend une femme, depuis cinquante ans. Dès les premières pages, il s'adresse à nous et nous conte son histoire, belle, triste parfois, émouvante surtout, captivante toujours. En 1969, Joseph perd ses parents et sa sœur puis échoue dans un orphelinat lugubre nommé « Les Confins », le bout du monde, la fin du sien. Dans ce roman jubilatoire, on croise des gamins abandonnés mais résistants, des encadrants sans humanité, un professeur de piano génial, l'astronaute Michael Collins, le grand Monk, Beethoven, Pergolèse, et bien sûr « Le Rythme », celui que cherche Joseph en jouant, celui que compose Jean-Baptiste Andrea en écrivant, un rythme qui nous transporte au cœur de ces confins, mais aussi aux confins de l'enfance et de l'âge adulte, le rythme, une clé de vie. Dans ce roman, on prend des bains de vent, on se retrouve la nuit pour écouter une radio bricolée, on court dans un tunnel pour échapper à la mort, on rêve sur une page d'encyclopédie dérobée... Les mots de Jean Baptiste Andréa sont de ceux qu'on n'oublie pas.

● Françoise Célérier-Echeverria

## 3 QUESTIONS À...



© DR

### Patrick Saint-Léger

est secrétaire général adjoint du Sne-FSU (Syndicat national de l'environnement) depuis le congrès de juin 2021

Les scientifiques constatent que les effets du changement climatique s'accroissent. Le temps d'une réaction à la hauteur de la gravité du phénomène se raccourcit donc de plus en plus...

#### (1) Quels enseignements le Sne-FSU tire-t-il du dernier rapport du GIEC ?

Il confirme les constats et les tendances des précédents rapports. Les scientifiques sont très clairs : l'augmentation de 1,5° est inéluctable, des seuils irréversibles à long terme sont déjà dépassés et il sera impossible de retrouver le climat d'avant.

Les pays occidentaux subiront des catastrophes dites « naturelles » majeures : inondations, tremblements de terre, cyclones, sécheresses. À noter que le réchauffement en France est supérieur à la moyenne du globe. Il faut s'adapter collectivement à la nouvelle réalité environnementale. Le GIEC n'hésite pas à interpeller les décideurs pour qu'ils agissent sans tarder.

La dimension sociale et politique du sujet est fondamentale et préoccupe le monde syndical. Il faut agir vite mais comment ? Au terme de « transition » écologique, il est plus juste de préférer la « mutation » nécessaire de nos sociétés. Ceux qui profitent du système actuel résistent : profits, consommation, pillage des ressources. Face à ces difficultés il faut créer des mécanismes collectifs d'adaptation qui inventent un mode de vie et ne laissent personne au bord du chemin. Les syndicats ont bien sûr leur rôle à jouer dans l'unité...

#### (2) Que pensez-vous de la semaine européenne du développement durable et de ses objectifs ?

La politique des objectifs de développement durable fait partie de ces démarches internationales vertueuses, mais finalement conservatrices. En effet la notion de « développement durable » a été galvaudée et détournée. Elle est doublement discréditée, l'adjectif « durable » s'appliquant finalement au maintien du système en place et la notion de « développement », multiforme et difficile à définir, sous-entendant la croissance.

La juxtaposition des 17 objectifs fait apparaître des contradictions. Peut-on sérieusement envisager la lutte contre le changement climatique avec toujours plus de croissance ? Est-il raisonnable de compter sur la croissance pour réduire les inégalités alors que d'autres mécanismes et enjeux rendent ce vieux réflexe obsolète et mortifère ?

La semaine du développement durable permet de mettre en valeur des initiatives, sensibilise les citoyens et incite à agir. Et c'est déjà beaucoup malgré les limites fondamentales des objectifs de développement durable.

#### (3) Quelles interventions du Sne et de la FSU dans la transformation environnementale ?

Le Sne a la double vocation de défendre les agents et les politiques de l'environnement. C'est pour nous indissociable. Par nature, les sujets environnementaux doivent être abordés globalement, le climat le montre de manière évidente. Notre schéma de référence : les enjeux environnementaux sont importants et ont été longtemps ignorés ; les politiques gouvernementales manquent de courage, de discernement et surtout ne changent rien du point de vue des acteurs économiques. Les services n'ont pas les moyens de travailler à la hauteur des enjeux et les agents souffrent d'une perte de sens de leur travail et de la pression managériale. La fonction publique, considérée comme inefficace et coûteuse est discréditée alors qu'elle apporte une contribution essentielle à la richesse nationale et qu'elle constitue une ossature publique primordiale pour engager avec les citoyens les transformations nécessaires à l'adaptation à la crise écologique ; la dimension sociale générale est fondamentale et étroitement liée aux problématiques environnementales.

La défense des agents, bien sûr au cœur de notre action syndicale, ne peut être détachée de cette grille d'analyse.

Nos relations avec les associations remontent à la création de notre syndicat. Nous n'échappons cependant pas, comme les autres, à des relations distantes avec la jeune génération. Le domaine de l'environnement, le climat en particulier, est un terrain favorable. Développer de plus en plus les actions communes incite à faire évoluer nos pratiques syndicales tout en conservant nos valeurs. Les syndicats ont un rôle important à jouer, le combat pour l'environnement étant indissolublement lié aux combats sociaux et politiques.

● **Propos recueillis par Alain Dercourt**